



Salarié.e.s, retraité.e.s, chômeur.se.s, assuré.e.s sociaux Même combat !

Les capitalistes et les politiciens à leur service ont une tactique bien au point pour nous séparer les uns des autres : ils font tomber leurs mesures les unes après les autres. Résultat : un jour, ce sont les chômeurs qui manifestent, un autre les retraité.e.s, une autre fois les salarié.e.s, une autre encore les migrant.e.s. C'est aussi le moyen de nous diviser : des chômeur.se.s peuvent penser que les fonctionnaires sont des privilégiés, parmi ces derniers, on traite parfois les chômeurs de fainéants ; ou encore, on veut faire dire à tous que les migrants seraient de trop.

Ce qu'ils redoutent c'est que tous se rassemblent, contre eux.

Ils cherchent donc à individualiser les situations. Or, si nous faisons le lien entre le projet gouvernemental de retraite par points, le flicage des chômeurs, la loi travail faisant passer le

contrat individuel avec l'employeur avant la loi, tout cela fait une société où nous serions toutes et tous entièrement dépendants des décideurs.

Ils n'ont qu'un but :

Piller le maximum de richesses produites par le travail pour les actionnaires des grosses entreprises et les banques. L'extension du chômage, l'amputation des retraites, la retraite par points, la casse des hôpitaux, des services publics de proximité et de la Sécu et de la disparition de l'ISF n'ont aucune justification économique mais ce but invouable : que l'argent du travail soit drainé vers le capital. Ce sont eux qui font la loi aussi pour les PME et poussent à «l'uberisation» du travail.

Pour notre part, nous voyons un dénominateur commun à tous les combats.

On traite les 10 millions de chômeurs, précaires, jeunes en stage, retraité.e.s, migrant.e.s, comme s'ils coûtaient trop cher et étaient les bouches inutiles. Honteux !

L'argent existe pour permettre de vivre dignement. Et cet argent nous appartient.

Inutile de chercher bien loin : 56 Milliards d'Euros sont gelés dans les dividendes. Détournés de l'économie réelle, ils ne participent plus aux dépenses sociales. Or ces 56 Milliards ne tombent pas du ciel, ils sont le produit du travail. Il y a largement de quoi assurer une sécurité sociale universelle et de couvrir les besoins sociaux de toute la population, y compris dans les PME, pour les précaires et pour les travailleurs «ubérisés».

Si chacun travaillait 30h/semaine, sans perte de salaire, toutes et tous auraient de meilleures conditions de vie et il n'y aurait plus de chômage. Les dirigeants d'entreprises, les actionnaires et les gouvernants sont disqualifiés pour gérer les entreprises et pays car le travail, la culture, la santé, la nature ne les intéressent pas. Les entreprises doivent être des biens publics placés sous le contrôle des travailleurs. Les réussites des mises en coopératives le montrent.

Ensemble, nous sommes les mieux placés pour définir ce dont nous avons besoin !

Qui sont les inutiles ?

Quand PSA licencie 5000 travailleurs, ses actions grimpent en Bourse ! A part le crime et la spéculation, il y a peu d'activités inutiles. Élever des enfants ou des petits enfants, avoir des activités associatives, se cultiver et même se reposer est plus utile que l'activité du trader moyen payé 20 ou 50 fois le smic.



@ensemble.frontdegauche



contact@ensemble-fdg.org



@Ensemble_FdG



Faire reculer Macron, président des riches, Proposer des mesures de justice et pour la transition écologique

Déclaration commune : Ensemble !, Gauche démocratique et sociale, Génération.s, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne, Parti communiste français, Parti de Gauche, République et Socialisme.

Le gouvernement « pro-riches » Macron-Philippe aura tout fait pour provoquer une haine de l'impôt, par des injustices scandaleuses. Suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), de la progressivité des impôts sur les gros revenus, doublement de la baisse des cotisations sociales en 2019 avec 40 milliards, aucune mesure pour empêcher la fraude fiscale massive des grands groupes et grandes fortunes. Le groupe Total triche avec l'impôt sur les sociétés et encaisse de gigantesques profits (9 milliards en 2017). Il engraisse ses actionnaires.

Les cadeaux aux plus fortunés et aux entreprises sont payés par les plus modestes : hausse de la CSG, gel des APL, retraites augmentées en dessous de l'inflation, blocage des salaires, austérité généralisée. La taxe et la TVA sur l'essence, c'est 60% du prix du litre. Et pour les entreprises du secteur, c'est 10% de marge. Les taxes à la consommation, comme la TVA et la taxe essence, sont des impôts totalement des prélèvements injustes sur les ménages qui financent les cadeaux aux riches, au lieu d'une fiscalité progressive et d'une taxation du capital. Avec l'austérité budgétaire et la dégradation des services publics (hôpitaux, rail, bureaux de poste...), ce sont les plus modestes qui trinquent !

Il faut inverser cette politique !

Tous ensemble, agissons avec les forces de gauche et écologistes, les syndicats, les associations environnementales, les usagers des transports. Pour sortir de la pauvreté, de la pollution, des bas salaires, de la dégradation des services publics, il faut une autre politique !

Nous faisons des propositions alternatives :

- 1-** Augmenter les salaires, les retraites, les indemnités de chômage, les minimas sociaux, et lutter contre l'évasion et l'optimisation fiscales.
- 2-** Taxer avant tout les compagnies pétrolières et les grandes entreprises du transport routier ou aérien, ou gestionnaires d'infrastructure (autoroutes), et notamment le groupe Total dont les bénéfices 2017 ont bondi de 39%, qui s'enrichit sur le dos des automobilistes.
- 3-** Taxer le kérosène (qui ne l'est pas du tout !) pour empêcher que l'avion, très pollueur, ne concurrence le train. Supprimer l'exonération scandaleuse des taxes carburant pour le transport routier afin de développer le fret ferroviaire. Affecter l'essentiel des ressources de la taxe sur les carburants (TICPE) au développement de transports et de sources d'énergie écologiques, avec un contrôle démocratique.
- 4-** Arrêter la fermeture des petites lignes de chemins de fer (9000 km sont menacés). Investir dans les transports en commun de qualité accessibles à tous.
- 5-** Baisser la TVA pour tous les produits de première nécessité.
- 6-** Contraindre les constructeurs à fabriquer des véhicules propres et sécurisés.
- 7-** Engager sur ces bases de justice sociale la transition écologique